

Note visant à la mise en place d'une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses pour la mesure (19.3)

Le règlement UE n° 1303-2013 prévoit que, par principe, les opérations soutenues par les Fonds ESI sont réalisées dans la zone couverte par le programme au titre duquel elles sont soutenues. La présente note vise à la mise en place d'une dérogation, dont la mise en œuvre est détaillée à l'article 70 alinéa 2 de ce même règlement. Cette dérogation vise à la facilitation de la mise en œuvre des projets de coopération transnationale et interterritoriale sur la mesure LEADER, actuellement cantonnés au seul territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- **Base légale**

Règlement (UE) n° 1303-2013 – Article 70 - **Éligibilité des opérations en fonction de la localisation**

- **Contexte**

La sous-mesure 19.3, dédiée à la coopération sur LEADER a été mise en œuvre tardivement, et fait actuellement l'objet d'une multiplication de projets déposés par des porteurs. La réalité technique de ces projets a soulevé plusieurs écueils. Parmi ces derniers, l'éligibilité géographique des dépenses, actuellement strictement cantonnée au territoire du programme, à savoir la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette limitation stricte est problématique à deux égards :

- Dans le **cas du soutien préparatoire**, qui vise à déterminer la faisabilité d'un projet de coopération par la rencontre ou la mise en place de réunions entre partenaires potentiels. A ce titre, les déplacements, hébergements et études ne sont actuellement éligibles que si réalisés dans la Région, **limitant les rencontres avec des partenaires**. Le soutien préparatoire n'a actuellement de raison d'être que pour les projets infrarégionaux, tout projet de rencontre en dehors du territoire devant relever de l'auto-financement, limitant ainsi l'émergence de projets de mise en œuvre.
- **Lors de la mise en œuvre** d'un projet de coopération, lorsque des dépenses sont mises en commun entre partenaires. La limite actuelle à l'éligibilité géographique des dépenses **oblige à une proratisation stricte de chaque dépense**, parfois complexe lors de dépenses immatérielles ou conduisant à des montages parfois désavantageux (*ex. obligation de mettre en place deux campagnes de communication par deux partenaires, plutôt qu'une seule sur deux régions*)

- **Mise en œuvre**

L'article 70 alinéa 2 du règlement 1303/2013 prévoit que l'autorité de gestion peut accepter qu'une opération soit mise en œuvre en dehors de la zone couverte par le programme, mais au sein de l'Union, sous conditions. Il est ainsi nécessaire que **l'opération bénéficie à la zone couverte par le programme** ; que le montant alloué **ne dépasse pas 15% du soutien accordé par le FEADER au niveau de la priorité**, au niveau du programme. De plus, les obligations des autorités relatives au programme pour ce qui est de la gestion, du contrôle et de l'audit de l'opération doivent être remplies.

Il est enfin nécessaire que le comité de suivi marque son accord sur l'opération ou les types d'opérations concernés.

Il est proposé d'autoriser une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses liées aux activités de coopération sur la mesure LEADER. Il est rappelé que les dépenses liées au soutien préparatoire sont plafonnées par le PDR de la Région, et strictement encadrées par des obligations réglementaires visant à prouver la volonté de mise en œuvre concrète d'un projet, limitant déjà fortement leur utilisation.

Il est proposé de rendre cette décision rétroactive pour une **prise d'effet au 07 novembre 2019**, date à laquelle il a été décidé conjointement, lors d'une réunion InterGAL entre l'Autorité de gestion et les services instructeurs des

groupes d'action locale, de la nécessité de mettre en œuvre cette dérogation. Cette rétroactivité vise à rendre éligible les frais de déplacement engagés durant ce laps de temps, qui ont permis la rencontre de partenaires, et partant, à de nombreux projets de voir le jour.

- **Incidence de la décision**

La mise en œuvre tardive de la coopération couplée à la limite de l'éligibilité géographique des dépenses a conduit à un retard significatif dans la programmation de la mesure 19.3, dédiée à la coopération.

A ce jour, **8% seulement de l'enveloppe dédiée à cette sous-mesure a été programmée**, ce qui, ramené à l'ensemble de la mesure LEADER, représente **1% de la maquette totale**. Pour les Groupes d'Action Locale, en charge de l'animation et de l'instruction des dossiers sur le territoire, cette limitation a constitué un frein, au point de pousser certains d'entre eux à délaisser la recherche de porteurs potentiels pour la coopération.

L'effet levier que produirait une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses peut s'illustrer par le dépôt, fin d'année 2019, du dossier JoIN (Job Innovation Network in the rural area). Ce projet, visant à mutualiser les informations et les expériences en matière d'emploi en milieu rural, a donné naissance à une étude menée conjointement, afin de déterminer un cadre coopératif dans trois filières spécifiques au territoire. Les résultats de cette étude pourront, à terme, permettre la mise en place d'un incubateur d'entreprises en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, répondant aux spécificités locales, en partenariat avec l'Espagne et l'Italie.

Une demande de soutien préparatoire s'élevant à 4256 € a été déposée auprès de la Région pour le dossier JoIN, dont 2463 € seulement ont pu être considérés comme éligibles. Le résultat de la rencontre avec les partenaires italiens et espagnols a été à l'origine d'une seconde demande d'aide pour la mise en œuvre du projet, dont le montant s'élève à 110 002 €, comprenant notamment des frais de personnel et, partant, la création d'emplois.

Les dépenses considérées comme inéligibles lors du soutien préparatoire, car hors territoire, restent pourtant **fondamentales afin de déterminer la faisabilité d'un projet**. Ce reste à charge, qui vient s'ajouter à l'obligation d'autofinancement imposé, revêt un caractère dissuasif pour les porteurs, la **prise de risque étant entièrement à leur charge**. L'utilité initiale du soutien préparatoire en est questionnée pour tout projet suprarégional, l'inéligibilité des dépenses hors territoire rendant impossible la rencontre des partenaires.

La rétroactivité de la décision du Comité de suivi, visant à une dérogation permettrait de soulager plusieurs porteurs ayant pris sur leur fonds propres le risque de rencontrer des partenaires croates, bulgares, grecs, italiens, afin de mener des projets d'envergure.